

La feuille de route pour imposer une alternative à l'austérité

C'est lors du dernier conseil national qu'a été décidé de lancer une campagne nationale sur le thème " l' alternative à l'austérité, c'est possible". elle doit structurer notre activité des prochains mois, c'est notre feuille de route d'ici l'été. Mais le point de départ, c'est aujourd'hui. Elle part d'un présupposé politique : c'est possible. Cette question ne va pas de soi et nous avons à consacrer beaucoup d'efforts pour démontrer et faire grandir la conscience qu'une autre politique est possible.

C'est cette conviction qui nous amène à refuser une posture d'opposition systématique au gouvernement en lui préférant la

mobilisation de toutes celles et tous ceux qui souhaitent un réel changement pour faire évoluer le rapport de force.

Comment les communistes, comment le front de gauche doivent-ils se positionner face à la politique gouvernementale ?



Six mois après son élection, quel bilan tirer de l'action du président de la république et de son gouver-

nement ? Certes ce dernier est revenu sur certaines mesures prises par Nicolas Sarkozy, comme par exemple la réforme de L'ISF ou l'instauration de la TVA sociale. Mais dès l'été les mauvais signes s'amoncelaient, levant progressivement les ambiguïtés de la campagne du candidat Hollande.

Le coup de pouce dérisoire au SMIC (0,6 %) et l'absence de mesures générales sur les salaires, alors que le pouvoir d'achat baisse, interrogeaient sur la stratégie gouvernementale. Mais c'est l'objectif de réduire à tout prix le déficit à 3 % du PIB en 2013, sur la base d'une prévision de croissance fantaisiste, avec comme perspective l'équilibre budgétaire en 2017, suivie d'une ratification à la va-vite du pacte budgétaire européen qui a donné le sens de la politique économique du

SOMMAIRE

Page I - II et III

Feuille de route pour imposer une alternative à l'austérité.

Page III

Florange capitulation et résistance

Page IV

Transports

Vie du Parti

Communication

Souscription

Page V

Résultats du vote Base commune

Page VI

36ème Congrès



*Toute l'équipe de la
fédération vous souhaite
de très belles fêtes de fin
d'années*

gouvernement.

L'austérité budgétaire devient la règle : baisse de 15 % en trois ans des dépenses de fonctionnement et des dépenses d'intervention de l'État incluant les dépenses sociales, soit une norme plus sévère que celle du précédent gouvernement ; baisse des effectifs de la fonction publique de 2,5 % par an sur la durée du quinquennat, pour compenser la création de 65 000 postes dans l'éducation nationale, la police, la gendarmerie et la justice ; maintien du gel du barème de l'impôt sur le revenu décidé par l'ancienne majorité équivalant à une hausse de 2 % qui va toucher l'essentiel des contribuables mêmes si une décote est prévue pour les plus modestes.

Le contenu du projet de budget 2013 ne fait que mettre en musique ses orientations. Il s'y rajoute quelques petites perles qui montrent à quel point ce gouvernement est sensible à la pression des plus riches. Passons sur la capitulation en rase campagne face aux pigeons, qui considéraient comme une aberration que le capital soit taxé comme le travail, mais attardons-nous sur l'ISF, les niches fiscales et la taxation à 75 %. François Hollande est revenu sur la réforme de Nicolas Sarkozy, mais en partie simplement : le taux supérieur qui touche les très gros patrimoines n'est plus de 1,8 %, mais de 1,5 %. Mais surtout, en refusant que soit pris en compte les biens professionnels dans son assiette, le gouvernement continu de faire de l'ISF un impôt qui touche avant tout les classes moyennes- supérieures et épargnes les plus gros patrimoines. Il persiste aussi un certain nombre de niches profitant essentiellement aux ultra riche, comme par exemple le système

de défiscalisation dans les DOM-TOM, est maintenu intégralement.

Le vote du budget se déroule dans une situation particulière, celle d'un tournant du gouvernement sur la question de la compétitivité des entreprises. Tout le long de sa campagne électorale, François Hollande avait condamné l'augmentation de la TVA, car cet impôt touche de manière disproportionnée ceux qui consomment l'essentiel de leurs revenus, c'est-à-dire les classes populaires, et avait indiqué que le coût du travail en France n'était pas le problème. Le voilà maintenant qui reprend textuellement le discours patronal sur ce sujet et applique les mêmes recettes que le précédent gouvernement. Il s'apprête à baisser le coût du travail avec un cadeau de 20 milliards d'euros aux entreprises compensées par une hausse de la TVA de 7 milliards d'euros et une nouvelle réduction des dépenses publiques de 10 milliards d'euros. Les ménages paieront donc deux fois : une fois par l'augmentation de la TVA, une autre fois avec moins de service public, de protection sociale, d'investissement pour l'avenir.

Le front de gauche avait, dans la campagne électorale, montré qu'il était possible de faire autrement, qu'un gouvernement de gauche n'était pas condamné à se renier en appliquant la politique de la droite. Il avait proposé des mesures concrètes permettant de rompre avec la domination de la finance, de répondre aux besoins sociaux et d'engager la transformation écologique. La politique du gouvernement est aux antipodes de celle que préconise le front de gauche. C'est pourquoi nous devons jouer notre rôle dans les institutions et être dans les

luttés, le front de gauche cherche à faire reculer la politique sociale libérale suivie par le gouvernement et permettre ainsi des avancées immédiates. Cependant son but n'est pas seulement d'infléchir cette politique mais de proposer une alternative globale.

Ce bref rappel nous replace dans le contexte réel d'aujourd'hui.

Pourquoi une telle campagne : tout le monde en convient il y a urgence. La politique du gouvernement conduit à l'échec. Pour sortir de la crise, il faut rompre avec les logiques libérales du gouvernement précédent, et malheureusement ce n'est pas totalement le cas. Mis bout à bout, nous assistons à une soumission généralisée aux marchés financiers qui érigent en dogmes absolus la réduction des dépenses publiques sous prétexte d'un endettement né de cette même soumission aux marchés dont les peuples européens ne sont nullement responsables. Nous voulons montrer avec cette campagne qu'une alternative politique à gauche existe et qu'elle est réalisable. **Nous voulons combattre la résignation à laquelle on nous appelle et redonner confiance. Face à l'arrogance du patronat, nous voulons contribuer à mobiliser les protestations et les demandes de millions d'électrices et d'électeurs, qui bien au-delà de celles et ceux qui ont voté pour le front de gauche, souhaitent un changement.**

Comment le front de gauche doit prendre cette campagne ?

Il s'agit de mener une campagne nationale pour montrer au travers des propositions concrètes qu'une alternative est possible. Le front de gauche est à l'initiative, c'est sa campagne, elle s'appuie

suite .../...

sur son programme « l'humain d'abord » qui incarne une alternative à gauche. Mais nous voulons nous adresser largement au-delà des composantes du front de gauche, à toutes celles et tous ceux qui à gauche et dans le mouvement social souhaitent une autre politique. Notre campagne s'inscrit également dans le respect de toutes les mobilisations en cours : les luttes, les marches qui sont envisagées, les initiatives de

divers collectifs. Les formes de notre campagne seront multiples et sur plusieurs mois, elle devrait commencer par une conférence de presse avant la fin de l'année. Il s'agit aussi de distribuer des tracts, de l'illustrer par des affiches de propositions, de faire des meetings, des marches, des votations citoyennes, des pétitions, des ateliers législatifs pour construire des projets de loi avec l'ensemble des citoyens. **L'énu-**

mération peut être plus large, mais ce qui compte c'est de rentrer rapidement dans l'action, car le temps presse. Le premier matériel de campagne devrait arriver en début d'année.

Il nous faut donc dès maintenant mettre des dates sur les agendas de section en préparation d'initiatives **car le changement ne peut plus se faire attendre.**

Daniel Guichard

Florange capitulation et résistance

La gestion du dossier Arce-
lorMittal de Florange est-
elle indicative des rôles
respectifs inédits que devraient
jouer pouvoir politique et « dia-
logue social » dans le pro-
gramme de François Hollande
mis en musique par le Premier
ministre ?

Inédit, le cas l'est sans conteste : le gouvernement signe un accord avec un patron qui n'a d'œil que sur la courbe de ses profits et dividendes ; puis il admet de recevoir ensuite les syndicats du site pour que ces derniers puissent le consulter. Circulez, il n'y a qu'à voir. Pas touche au contenu. Triomphe de l'arrogant financier sur toute la ligne. Mittal va même jusqu'à fragiliser l'emploi et l'avenir du site de Loire-

Atlantique du groupe dans le fief de Jean-Marc Ayrault. Impuissance du politique qui rappellerait l'épisode Michelin de l'avant 2002... La capitulation d'aujourd'hui ne passe pas aussi bien que la résignation d'hier, qui ouvrit, en désespérant les uns, à la poussée des autres, en particulier du Front national.

S'agissant de la Lorraine, nombre de salariés, de jeunes comme de chômeurs et retraités, ont mis leur espoir, là comme ailleurs, dans le changement après cinq années de droite ultra, de mensonges communs à Nicolas Sarkozy et Lakshmi Mittal à Gandrange. Les jours qui viennent diront comment le peuple des forges réagira à l'affront et au sacrifice annoncé des générations actuelles et à venir.

Au sein même du Parti socialiste, le malaise traverse ministres et députés. À gauche, le secrétaire national du PCF résume la question posée au nouveau pouvoir politique : « Le

gouvernement s'engage-t-il, par la nationalisation ou tout autre contrôle public, à assurer l'avenir industriel de Florange et d'Arcelor en France ? Oui ou non ? » De la réponse « dépend l'avenir de gens qui se battent courageusement pour la survie de leur emploi, pour l'indépendance sidérurgique de la France ».

La puissance publique a-t-elle à se manifester pour défendre l'intérêt général dans des secteurs stratégiques, aujourd'hui sacrifiés par l'esprit de rente financière ? Médicament, eau, acier, secteur bancaire doivent-ils être considérés comme des biens communs nécessaires au développement et au redressement du pays ? Comment les gérer autrement ? Et quels droits nouveaux accorder aux salariés, à tous les salariés ?

Voilà ce qu'attendent beaucoup, à gauche, et qu'il est grand temps d'exprimer à haute voix face à la brutalité des uns et aux reculades des autres



Transports

Transports Ile De France : la facture ne doit pas être payée par les usagers !

Le Conseil du STIF, lors de sa réunion du 13 décembre, a décidé une hausse des tarifs des transports en commun franciliens de 2,4 %, applicable dès le 1er janvier 2013, notamment pour financer les nouvelles infrastructures du tramway.

Le groupe Front de gauche PCF/AC/GU a refusé ces hausses tarifaires au détriment des usa-

gers. Il continue sa campagne pour de nouveaux financements, notamment la mise à contribution des acteurs économiques.

L'harmonisation du Versement Transport reste une urgence : cette mesure à elle seule apporterait les 800 millions d'euros nécessaires à la mise en oeuvre du pass Navigo unique au tarif actuel de la zone 1-2 et au développement.

Carte pétition «contre la hausse des tarifs des transports» à distribuer dans les gares début 2013



Vie du Parti

Cotisations :

Pour une prise en compte sur l'année 2012, les cotisations doivent nous parvenir avant la fin de l'année (*les chèques doivent être datés au plus tard du 31/12/12*)

N'oubliez donc pas de nous retourner les cotisations au plus vite.

Communications

REVUE DU PROJET :

Le numéro de décembre est disponible. Le dossier est consacré aux nouveaux adhérents du PCF, avec notamment de nombreux témoignages et paroles de militant-es. Pour la télécharger, rdv à :

http://www.pcf.fr/sites/default/files/rdp-22-br_0.pdf

SANTÉ :

Le dernier numéro de décembre de Globule rouge, le bulletin de la Commission santé du PCF, est disponible. Il comprend notamment des éléments sur le budget de la Sécurité sociale et sur la lutte des salarié-es de SANOFI. Vous le trouverez à cette adresse : http://www.pcf92.fr/medias/pdf/militant/globule_rouge_decembre_2012.pdf.

Penser à verser à la souscription 2012 avant le 31 décembre - merci

✂ coupon à retourner à : PCF 264 rue de la justice - ZI de Vaux le Pénil - BP118 - 77004 MELUN CEDEX

Je verse la somme de € à l'ordre de l'Association De Financement du PCF

Prénom

NOM

adresse

code postal

VILLE

Les versements effectués par chèque, donnent droit à une réduction fiscale pour 66% de la valeur du don, selon un plafond de 20% de revenu imposable. Un reçu fiscal vous sera adressé.

Vote des 14 et 15 décembre pour le choix de la base commune

À l'issue du vote des 14 et 15 décembre, le texte proposé par le Conseil national du PCF a été largement adopté comme base commune de discussion des communistes pour le 36e Congrès, avec 73,15% des suffrages.

Comme le dit Pierre Dharville, membre du Conseil national du PCF et responsable de la commission du texte, « le texte adopté est désormais le bien commun de l'ensemble des communistes. Mais ce vote est loin de clore les débats. Il ouvre une nouvelle phase de notre réflexion qui doit nous permettre d'approfondir et de préciser nos analyses comme nos orientations. Qui doit nous permettre également de nous rassembler plus encore. Dans les semaines qui viennent, nous appelons les communistes à poursuivre le travail engagé afin d'enrichir cette base commune et de faire de notre congrès un événement politique retentissant pour notre peuple. »

En chiffre :

Dans le département, 428 adhérents (50,29% des cotisants) ont participé au scrutin, contre 54,19% nationalement.

» La base commune proposée par le CN obtient 343 voix et 81,67% (73,15% nationalement).

» Le texte alternatif 1 a obtenu 35 voix et 8,33% (11,08% nationalement).

» Le texte alternatif 2 a obtenu 32 voix et 7,62% (9,95% nationalement).

» Le texte alternatif 3 a obtenu 10 voix et 2,38% (5,82% nationalement).

Rappel des intitulés des 4 textes soumis au vote

- Texte projet adopté par le CN : « Il est grand temps de rallumer les étoiles »
- Texte alternatif 1 : « Unir les communistes pour un PCF de combat, marxiste, populaire et rassembleur »
- Texte alternatif 2 : « Combatre l'austérité, en finir avec le capitalisme »
- Texte alternatif 3 : « Un parti résolument communiste dans l'affrontement de classe. Ni abandon, ni effacement »

Vote des communistes Seine-et-Marne les 14 et 15 décembre 2012

Inscrits	Voixants		Blancs/Nulls		Exprimés		Base commune Conseil national		1. Texte alternatif 1		2. Texte alternatif 2		3. Texte alternatif 3		
	VOIX	%	VOIX	%	VOIX	%	VOIX	%	VOIX	%	VOIX	%	VOIX	%	
Milly	159	34	21,15%	3	1,82%	31	91,15%	27	87,15%	3	9,68%	1	3,23%	0	0,00%
Chelles	97	51	52,58%	0	0,00%	51	100,00%	45	90,20%	2	3,92%	0	0,00%	3	5,88%
Lagny	27	18	66,67%	0	0,00%	18	100,00%	18	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Champs	34	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Torcy	87	24	64,88%	2	8,33%	22	97,67%	15	68,18%	3	13,64%	4	16,10%	0	0,00%
Meaux	46	30	66,67%	0	0,00%	30	100,00%	22	79,33%	2	6,67%	1	3,33%	5	16,67%
Crécy	27	11	40,74%	0	0,00%	11	100,00%	10	90,91%	0	0,00%	1	9,09%	0	0,00%
Ferrière	10	5	50,00%	0	0,00%	5	100,00%	3	60,00%	0	0,00%	1	20,00%	1	20,00%
Commeniers	49	37	75,51%	1	2,02%	36	97,90%	30	89,38%	6	16,67%	0	0,00%	0	0,00%
Montrecau	29	17	43,28%	0	0,00%	17	100,00%	15	88,24%	0	0,00%	2	11,76%	0	0,00%
Nangis	44	17	38,64%	1	2,02%	32	84,17%	14	47,50%	0	0,00%	2	12,50%	0	0,00%
Provins	18	10	55,60%	0	0,00%	10	100,00%	4	40,00%	0	0,00%	1	10,00%	0	0,00%
Dammarié	52	60	69,23%	0	0,00%	60	100,00%	47	78,33%	5	8,33%	6	10,00%	0	0,00%
Brie/sénart	28	14	50,00%	0	0,00%	14	100,00%	11	78,57%	2	14,29%	1	7,14%	0	0,00%
Boissy	73	24	32,88%	0	0,00%	24	100,00%	14	58,33%	5	29,17%	4	16,67%	1	4,17%
Tournan	14	10	71,43%	1	10,00%	4	80,00%	9	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Rozoy	10	8	80,00%	0	0,00%	8	100,00%	8	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Snoecma	17	10	58,82%	0	0,00%	10	100,00%	9	90,00%	1	10,00%	0	0,00%	0	0,00%
Fontainebleau	34	18	52,94%	0	0,00%	18	100,00%	16	88,89%	0	0,00%	3	16,67%	0	0,00%
Moret	27	14	51,85%	0	0,00%	14	100,00%	13	92,86%	0	0,00%	1	7,14%	0	0,00%
Nemours	21	15	71,43%	0	0,00%	15	100,00%	12	80,00%	1	6,67%	2	13,33%	0	0,00%
Fédération	1	1	100,00%	0	0,00%	1	100,00%	1	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Total FD	851	428	50,29%	8	1,87%	420	98,13%	343	81,67%	35	8,38%	32	7,62%	10	2,38%

36ème Congrès

Communiquer rapidement les dates de vos conférences de sections

Sections	Dates
Mitry	11 - 12 janvier
Chelles	????
Lagny	17 - 18 janvier
Champs	????
Torcy	12 janvier
Meaux	????
Crécy	????
Ferté	19 janvier
Coulommiers	????
Montereau	19 Janvier
Nangis	????
Provins	????
Dammarie	10 -11 12 janvier
Brie/Savigny	????
Roissy	????
Tournan	????
Rozay	18 Janvier
Snecma	????
Fontainebleau	????
Moret	11 janvier
Nemours	19 janvier

Les conférences de sections se tiennent avant le Congrès départemental

Appel à contributions

Chacun-e est appelé-e à faire part de sa contribution dans le cadre de ce 36e Congrès. N'hésitez pas à transmettre vos textes, même de quelques lignes, pour intensifier le débat. Si vous le souhaitez, vous pouvez adresser à la fédération votre contribution, qui sera transmise à la Commission.

Information sur la livraison du document du congrès avec les numéros de lignes : il arrivera entre le 26 décembre et 4 janvier et est d'ores et déjà disponible sur le net et en une sur la rubrique congrès.

Commission transparence des candidatures

A propos de la future direction départementale

Les auditions et contacts des membres sortants du CD se sont poursuivis et sont désormais presque achevés. Au-delà des avis et propositions sur le fonctionnement du CD et plus généralement de la direction départementale, elles permettent une première estimation du nombre de départs souhaités.

De premiers noms sont également avancés pour participer au renouvellement, cela sans préjuger des propositions des congrès locaux. Parité, représentativité des femmes et des hommes de notre département, engagements d'animation de bataille demeurent nos critères pour cette future direction départementale.

Congrès départemental 25 - 26 et 27 Janvier 2013

Sections	Nbres de délégué(es)	Réglement 40€ par délégué
Mitry	8	
Chelles	7	
Lagny	3	
Champs	3	
Torcy	4	
Meaux	4	
Crécy	2	
Ferté	2	
Coulommiers	3	
Montereau	3	
Nangis	4	Réglé
Provins	2	
Dammarie	6	
Brie/Savigny	3	
Roissy	4	
Tournan	2	
Rozay	2	
Snecma	2	
Fontainebleau	3	
Moret	2	
Nemours	2	

Coût du mandat 40€ par délégués à régler par la section le plus rapidement possible «car nous devons faire une réservation de restauration»